



L'administration attise l'immigration

L'essentiel en bref:

- Chaque année, l'administration soustrait à l'économie quelque 3000 travailleurs.
- Ces personnes font ensuite défaut sur le marché du travail et attisent l'immigration en Suisse.
- Ces vingt dernières années, les effectifs de l'administration publique ont augmenté de près de 38%.

La Suisse enregistre une forte immigration depuis des années – un phénomène qui s'explique tant par des crises mondiales que par le succès économique de notre pays. Parallèlement, l'administration publique se développe fortement, privant le secteur privé d'une main-d'œuvre importante.

L'immigration nette vers la Suisse était élevée ces dernières années, un phénomène qui s'explique principalement par deux raisons: D'une part, l'immigration liée à l'asile, due à des conflits comme la guerre en Ukraine, et d'autre part, le succès économique de la Suisse, qui a entraîné une demande croissante de main-d'œuvre. Cette demande ne pouvant pas être satisfaite uniquement par les travailleurs indigènes, l'économie a dû recruter de plus en plus à l'étranger, surtout en Europe à la faveur de la libre circulation des personnes. Ce ne sont pas les fonctionnaires qui placent le curseur de l'immigration, mais la situation sur le marché du travail. Bien que l'administration publique n'ait pas d'influence directe sur l'ampleur de l'immigration, elle a un impact indirect important: Chaque travailleur employé dans l'administration publique est soustrait au secteur privé et à ses activités productives.

L'administration publique enregistre une croissance massive

Pourquoi est-ce important? Ces dernières années, l'administration publique a embauché à tour de bras. Ces vingt dernières années, ses effectifs ont augmenté de près de 38%. Par rapport au reste de l'économie, l'évolution du nombre de postes est supérieure à la moyenne. En 2003, l'administration employait déjà quelque 157 000 personnes, contre plus de 217 000 aujourd'hui. Cela représente une augmentation de près de 60 000 personnes au cours des vingt dernières années. Autrement dit, l'administration publique soustrait chaque année près de 3000 travailleurs en moyenne au marché du travail.

Plus l'administration se développe, plus l'immigration augmente

En Suisse, de nombreuses branches affichent une part significative de main-d'œuvre étrangère. Dans certains secteurs comme l'hébergement et la restauration, cette part dépasse nettement 40%. Les services qu'offrent aujourd'hui les entreprises concernées seraient impensables sans l'immigration liée au marché du travail. Dans les branches à forte valeur ajoutée, comme l'industrie pharmaceutique et la recherche-développement, les entreprises emploient également beaucoup de main-d'œuvre étrangère. La concurrence de l'administration publique sur le marché du travail varie d'une branche à l'autre. Cela dit, il est clair que les entreprises du secteur privé doivent recruter davantage de personnes à l'étranger si l'État embauche beaucoup de travailleurs indigènes (ce qu'il fait manifestement).

La Suisse est et restera tributaire de la main-d'œuvre étrangère si elle souhaite maintenir sa prospérité et la qualité de son approvisionnement dans les domaines les plus divers. Et ce d'autant plus qu'en Suisse, la population active diminue en raison du vieillissement démographique. Pour freiner l'immigration sans provoquer une baisse de la prospérité, il faut agir en Suisse. L'expansion marquée de l'administration publique est une variable d'ajustement évidente. Un emploi auprès de l'État est attractif pour les individus, notamment parce que l'État est à même de verser des salaires supérieurs à ceux du secteur privé. Sous l'angle économique et compte tenu de la forte immigration, il serait également plus judicieux de mettre cette main-d'œuvre à la disposition des entreprises afin de générer de la valeur ajoutée et de la prospérité.

L'article original a paru le 12 décembre 2024 en tant qu'opinion dans [Nebelspalter](#).